

Paris, le 1^{er} juillet 2016

Dossier suivi par : XXXXXXXXX
Tél. : 01.44.94.66.60
Courriel : mediation@energie-mediateur.fr

N° de saisine : S2016-0747
N° de recommandation : 2016-0743

Objet : Recommandation du médiateur sur votre litige

Monsieur,

Vous contestez les devis de raccordement du 17 mars 2016, d'un montant de 3 295,80 euros TTC pour la partie en domaine public et d'un montant de 602,46 euros TTC pour la partie en domaine privé, au motif que les prix retenus ne correspondraient pas au barème de facturation de raccordement de la Coopérative d'Électricité.

Le vendredi 15 avril 2016, à la suite d'un rendez-vous avec le directeur technique de la Coopérative d'Électricité, vous avez reçu un nouveau devis concernant la partie en domaine public, d'un montant de 2 248,20 euros TTC, après annulation de 873 euros HT pour la plus-value d'enrobés.

Vous faites valoir que :

- selon le barème de facturation de raccordement (version V1 du 22 octobre 2008) accessible sur le site de la Coopérative d'Électricité. :
 - le poste de facturation « *Démarches préliminaires, envoi et suivi des DT-DICT* » devrait être inclus dans la part fixe ;
 - que le devis correspondant à la partie du branchement en domaine privé devrait être également compris dans la part fixe.
- entre le premier devis du 17 mars 2016 et celui du 15 avril 2016, la Coopérative d'Électricité. a procédé à une extension du réseau sur le sentier XXXXX qui réduirait la longueur de tranchée pour votre branchement au réseau.

J'ai analysé votre dossier ainsi que les observations de l'entreprise locale de distribution la Coopérative d'Électricité. (jointes en annexe).

1. Sur la solution de raccordement de référence

Il convient tout d'abord de préciser qu'en application de l'arrêté du 28 août 2007, la Coopérative d'Électricité. doit être en mesure de justifier auprès de vous que la solution de raccordement proposée est la plus proche, de meilleure qualité et de moindre coût, tant du point de vue du réseau public que de celui du demandeur.

Page 1 sur 5

Les informations nécessaires au traitement des saisines reçues par le médiateur national de l'énergie sont enregistrées dans un fichier informatisé. Ce fichier ne sera pas communiqué à des tiers non autorisés. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée en 2004, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant. Vous avez également la possibilité, en cas de motifs légitimes, de vous opposer au traitement de ces données. Vous pouvez exercer l'un de ces droits en écrivant à :

La Coopérative d'Électricité. indique dans ses observations avoir choisi « *pour avantager fortement le demandeur de le raccorder sur le réseau existant du sentier XXXX qu'elle a considéré comme public et non privé* » afin de vous faire bénéficier de la réfaction, « *ce qui engendre seulement 17 mètres d'ouverture* » (voir plan).

Sur ce point, vous m'avez indiqué que l'« *implantation des 2 coffrets à l'angle de [votre] limite de propriété a réduit considérablement la longueur de tranchée pour le branchement au coffret situé en façade* » ; de telle sorte que la longueur de la liaison en domaine public initialement calculée à 17 mètres dans le devis de raccordement du 15 mars 2016, n'était plus qu'à 2 mètres lors de l'établissement du second devis, le 15 avril 2016.

Vous m'avez transmis des photographies du Sentier XXXX attestant de l'emplacement des deux coffrets mentionnés et que la tranchée est bien ouverte depuis l'allée XXXXX jusqu'au XXXXXX.

Pour sa part, après échange téléphonique, la Coopérative d'Électricité. a précisé avoir effectué des travaux sur l'allée XXXX et le sentier XXXXX mais que celle-ci n'était pas encore à ce jour desservie par le réseau.

J'en conclus que ces informations ne me permettent pas de remettre en cause la solution de raccordement proposée par la Coopérative d'Électricité. Néanmoins, afin de lever de toute équivoque sur ce point, celle-ci devrait prendre l'initiative d'un rendez-vous sur place avec vous afin de clarifier la teneur des travaux restant à réaliser à votre charge pour mener à bien votre raccordement.

2. Sur les composants facturés

La proposition de raccordement qui vous a été adressée le 15 avril 2016 est décomposée en deux parties :

- un devis « *Nouveau branchement électrique. Puissance demandée 18kVA* » correspondant à la partie du branchement sur le domaine public, d'un montant de 2 248,20 euros TTC ;
- un devis « *Fourniture, Pose et Raccordement du câble de branchement* » et du compteur « *Tarif Bleu* », correspondant à la partie du branchement sur le domaine privé, d'un montant de 602,46 euros TTC.

L'article 6 de l'arrêté du 28 août 2007 dispose que les coefficients de coûts de branchement « *sont des éléments du barème élaboré par le gestionnaire de réseau public de distribution* ».

Afin de contester les éléments des devis, vous m'avez transmis la version datée du 22 octobre 2008 du barème pour la facturation de l'opération de raccordement des utilisateurs au réseau public de l'électricité de la Coopérative d'Électricité, que vous avez trouvée sur son site internet.

Selon vous, certains éléments facturés dans ces devis auraient dû être intégrés dans la part fixe (Cf_B) qui correspond au coefficient fixe de branchement défini par l'article 6 de l'arrêté du 28 août 2007 modifié.

a. Sur les frais « Fourniture, Pose et Raccordement »

Le titre « 3.2 Composants facturés » du barème de raccordement V1 de 2008 indique que :

- « *le barème est établi sur la base des coûts complets pour réaliser les branchements et extensions. Ces coûts intègrent :*
 - *les travaux d'entreprise nécessaires évalués en fonction des marchés de la Coopérative d'Électricité. : travaux de tranchées, de pose des matériels, de réfection de sol, etc.,*
 - *les matériels utilisés évalués en fonction des marchés d'approvisionnement en cours,*
 - *la main d'œuvre des personnels du distributeur,*
 - *les charges de suivi de l'opération de raccordement: frais d'ingénierie. Ces frais couvrent notamment:*
 - *les frais liés à la relation avec les entreprises prestataires,*
 - *la coordination de sécurité,*
 - *les études de réalisation des travaux,*
 - *la rédaction et passation des commandes et paiements associés,*

- la préparation, le lancement et l'analyse technique et financière des appels d'offre éventuels,
 - la programmation et la coordination des approvisionnements et des interventions
 - la mise à jour des bases de données » ;
- « les ouvrages les plus fréquemment rencontrés font l'objet d'une facturation sur la base de coefficients de coût établis à partir d'un échantillon de travaux. Pour les travaux dont l'occurrence est trop faible ou dont le coût est trop aléatoire, le barème renvoie à un devis ».

Le devis « Fourniture, Pose et Raccordement » de la Coopérative d'Électricité. d'un montant total de 602,48 euros TTC vous impute :

- un poste « matériels électriques (câbles et appareillages) » pour la fourniture, pose, et raccordement du câble de branchement et de votre compteur tarif bleu d'un montant de 179,25 euros HT ;
- un poste « main d'œuvre la Coopérative d'Électricité. » d'un montant de 237,80 euros HT ;
- un poste « suivi de chantier jusqu'à la mise en service » d'un montant de 85 euros HT.

Or, je note d'une part que selon le barème les coûts complets de branchement intègrent : « la main d'œuvre du distributeur », le « suivi de l'opération de raccordement » ainsi que « les matériels utilisés » pour la réalisation du branchement.

D'autre part, il n'est écrit nulle part que le compteur et le câble de branchement ne sont pas compris dans le barème et qu'ils feront l'objet d'un forfait séparé.

Enfin, la Coopérative d'Électricité ne démontre pas que ces éléments font l'objet d'une occurrence trop faible ou que leurs coûts seraient trop aléatoires.

Aussi, je considère que les éléments imputés au devis « Fourniture, Pose et Raccordement du câble de branchement » et du compteur Tarif Bleu, d'un montant de 602,46 euros TTC, devaient être intégrés dans la part fixe comme indiqué à l'intérieur du titre « 3.2 Composants facturés ».

Je recommande donc à la Coopérative d'Électricité. d'annuler ce devis.

b. Sur les frais DT-DICT

Le devis d'un montant de 2 248,20 euros TTC adressé par la Coopérative d'Électricité correspondant à la partie du branchement en domaine public, met à votre charge une somme de 247,09 euros HT correspondant à des prestations complémentaires liées au décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011¹.

Le gestionnaire du réseau public de distribution de la Coopérative d'Électricité. indique dans ses observations que « cette prestation n'est pas incluse dans la part fixe ».

Je note cependant que le barème V1 de 2008 pour la facturation des raccordements indique dans son paragraphe « 3.2 Composants facturés » que « le coût des démarches nécessaires à la réalisation des ouvrages de raccordement (étude de tracé, coordination sécurité, obtention des autorisations administratives) est intégré au coût du raccordement et pris en compte dans le présent barème ».

D'autre part, les obligations complémentaires mises à la charge de la Coopérative d'Électricité. par le décret, ne font pas partie des cas limitatifs visés par le barème autorisant une facturation sur devis.

Ainsi, selon vous, la facturation de démarches préliminaires, envoi et suivi des DT-DICT ne devrait pas faire l'objet d'une facturation séparée comme il « est bien explicitement indiqué dans le barème la Coopérative d'Électricité. §3.2 Composants facturés ». Vous ajoutez que compte tenu des travaux d'enfouissement réalisés par la Coopérative d'Électricité. au mois d'avril sur l'allée XXXX et le sentier XXXXX, « ces démarches administratives ont dû être réalisées préalablement à ces travaux ».

¹ Décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

Cependant, l'article 2 de l'arrêté du 28 août 2007 indique que « *les barèmes sont révisés régulièrement et a minima une fois tous les trois ans dans les formes prévues au présent article par les gestionnaires de réseaux pour tenir compte de l'évolution de leurs coûts* ».

Après plusieurs demandes, la Coopérative d'Électricité. m'a transmis la troisième version de son barème de facturation datant du 1^{er} janvier 2014, utilisée pour l'établissement de vos devis.

Dans cette version, le titre 3.2 sur les composants facturés est modifié comme suit : « *Le coût des démarches nécessaires à la réalisation des ouvrages de raccordement (étude de tracé, coordination sécurité, obtention des autorisations administratives) n'est pas intégré au coût du raccordement. Un forfait de la prestation sera appliqué* ».

En outre, au titre « 5.3 Périmètre de facturation en basse tension $BT \leq 36 \text{ kVA}$ », il est précisé que « *les démarches DT-DICT impliquant le marquage-piquetage de l'ensemble des réseaux sur la voie publique (forfait). Le forfait appliqué est de 247,09 Euros H.T.* ».

Je note que la troisième version du barème de la Coopérative d'Électricité. précise bien que les frais liés aux démarches DT-DICT font l'objet d'un forfait séparé. Toutefois, vous n'avez pas eu accès à ce document qui n'est pas publié sur le site internet de la Coopérative d'Électricité.

En outre, conformément à l'article L. 342-8 du code de l'énergie, les barèmes de raccordement établis par les gestionnaires d'un réseau public de distribution desservant moins de 100 000 clients sont notifiés à la Commission de régulation de l'énergie (CRE). Ils entrent en vigueur dans un délai de trois mois à compter de leur notification, sauf opposition motivée de la CRE formulée dans le même délai.

Or, ce barème n'a pas été notifié auprès de la Commission de Régulation de l'Énergie. Il n'est donc pas entré en vigueur et ne vous est aucunement opposable.

S'agissant de votre litige, la Coopérative d'Électricité ne peut donc justifier la facturation au titre des frais de DT-DICT séparément des coûts complets de branchement.

Aussi, après une analyse détaillée de votre dossier, je recommande à l'entreprise locale de distribution de la Coopérative d'Électricité. :

- d'annuler le devis « *Fourniture, Pose et Raccordement du câble de branchement* » et du compteur Tarif Bleu, d'un montant de 602,46 euros TTC;
- de prendre à sa charge les frais liés aux démarches DT-DICT d'un montant de 247,09 euros HT;
- de prendre l'initiative d'un rendez-vous sur place en votre présence pour clarifier la teneur des travaux à réaliser pour effectuer votre raccordement;
- d'établir un nouveau devis, après visite sur place, en tenant compte des éléments d'instruction rapportés ci-dessus.

En outre, dans un but de prévention des litiges, je recommande à l'entreprise locale de distribution de la Coopérative d'Électricité de ne pas établir de devis de raccordement au réseau public de distribution sur la base d'un barème qui n'est pas entré en vigueur faute de notification auprès de la CRE.

Cette recommandation de solution n'est pas contraignante; vous êtes donc libre de l'accepter ou de la refuser.

Je vous remercie de bien vouloir me faire connaître votre position dans un délai de deux mois maximum, par courriel (mediation@energie-mediateur.fr), ou bien par courrier, à l'aide du formulaire ci-joint. Si cette solution est acceptée par vous, ainsi que la Coopérative d'Électricité, il sera considéré que votre litige est résolu.

Si en revanche, vous êtes en désaccord avec son contenu, ou si la Coopérative d'Électricité refuse de la mettre en œuvre, vous gardez la possibilité d'engager une action en justice dont le résultat pourra être différent de la solution que je vous propose (cf. fiche ci-jointe).

En application des dispositions de l'article R.122-3 du code de l'énergie, la Coopérative d'Électricité m'informera dans un délai maximum de deux mois des suites données à cette recommandation.

Je m'efforce de faire progresser la qualité du service rendu au consommateur et l'appréciation que vous portez sur le suivi de votre dossier ne peut qu'y contribuer. Vous trouverez en pièce jointe, à la suite du formulaire de réponse à recommandation, une courte enquête de satisfaction qui ne vous demandera que quelques instants.

Vos réponses seront analysées à des fins statistiques. Je vous remercie par avance de votre contribution.

Pour toute question relative à votre litige ou à la mise en œuvre de sa solution, vous pouvez contacter mes services par téléphone ou par courriel.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le médiateur national de l'énergie

Jean Gaubert



Copie : Coopérative d'Électricité
CRE